**Réformer l’impôt pour moins l’augmenter !**

**L**’impôt n’est pas ce qu’il est, mais ce que l’Etat en fait. Le réduire, qui s’en plaindrait ? La fiscalité est toujours jugée excessive et injuste par les individus. Justifiée par des raisons économiques car le poids des prélèvements obligatoires freine le dynamisme de l’économie, la baisse de l’impôt répond davantage à des motifs politiques dans la pratique.

Cette diminution est révélatrice d’un choix de société. Elle cimente petit à petit l’idée que l’impôt est une nuisance qui décourage l’esprit d’entreprendre, freine la création de richesses et pénalise l’emploi. Et pourtant, un tel désengagement fiscal ne stimule pas nécessairement l’activité économique.

Au contraire, il aggrave le déficit budgétaire et alourdit considérablement la dette publique. Son financement par l’emprunt public accroît l’injustice sociale. Car l’Etat emprunte des capitaux aux agents économiques les plus aisés sur les marchés financiers, au lieu de percevoir les impôts sur leurs revenus. Les classes moyennes contribuent alors par l’impôt sur le revenu, au remboursement du capital emprunté aux plus riches. Faute d’imposition suffisante pour les revenus financiers colossaux, il encourage la spéculation plutôt que l’investissement.

De plus, une telle diminution suppose la réduction des missions d’intérêt public de l’Etat car nos impôts financent le fonctionnement des services publics indispensables à la vie économique et sociale : santé, éducation, culture, justice, sécurité, transports, routes… L’impôt est le prix à payer pour utiliser ces services collectifs et réduire les inégalités sociales. Alors comment, en payant moins d’impôt, peut-on avoir plus de sécurité, plus de santé, plus d’égalité plus d’éducation, moins de dette publique et de déficit ? Cette course à la baisse des impôts fragilise la place et le rôle des services publics dans notre société et progressivement, elle pourrait les faire disparaître faute de ressources suffisantes pour gérer au mieux l’intérêt public. Moins d’impôt c’est moins d’Etat. Les citoyens sont-ils prêts en accepter la charge individuelle ? Le « *moins d’impôts* » reste une illusion et pourtant, malgré ses risques, l’idée de payer moins d’impôt nous réconforte toujours.

La dimension citoyenne de l’impôt sur le revenu se perd car les ménages ordinaires ont le sentiment d’en payer toujours trop pour un retour en contrepartie insuffisant ou peu significatif, voire même invisible en période d’austérité. Les ménages les plus modestes ne payent pas l’impôt faute de revenus suffisants, les plus riches y échappent grâce aux niches fiscales ou aux paradis fiscaux, pouvant même en réduire le montant en évoquant la menace de la fuite des capitaux. Il faut souligner que 50% de la population en est dispensée et que 2% des foyers les plus riches financent 50% du produit de cet impôt sur le revenu. Sans compter que cet impôt rapporte 50Mds par an quand la TVA rapporte 3,5 à 4 fois plus !

La pression fiscale est  considérée comme injuste par la classe moyenne devenue désormais la vache à lait fiscale. Toute hausse fiscale, même justifiée, dans une conjoncture morose fait plus de mal que de bien ! Elle ne fait que se rajouter à d’autres prélèvements obligatoires dont le seuil a dépassé les 45% du P.I.B. Elle accroît la grogne fiscale des ménages amplifiée par la baisse de leur pouvoir d’achat.

Aujourd’hui, la charge fiscale est devenue trop lourde car elle est inégalement répartie entre les contribuables et trop souvent détournée par les niches fiscales ou paradis fiscaux. Or, si l’on veut corriger cette perception qu’ont aujourd’hui les contribuables en cette période de récession, et si l’on souhaite maintenir notre modèle social et réduire les inégalités, il faut réformer notre système fiscal, plutôt que d’augmenter les impôts, afin de le rendre plus efficace, plus juste et plus transparent. Autrement dit, passer d’une politique budgétaire fondée sur le « *plus d’impôts* » à une politique budgétaire fondée sur le *« mieux d’impôts* ».

Ce passage nécessite un élargissement de l’assiette fiscale aux bonus, aux capitaux financiers ne produisant aucune richesse réelle et la mise en place du prélèvement à la source. Il faudra donc beaucoup de courage politique et de solidarité pour supprimer les niches fiscales et les paradis fiscaux, et encore davantage pour réhabiliter cette idée simple que l’impôt progressif n’est pas seulement un coût, mais le prix équitable à payer pour bénéficier des services publics de qualité et préserver notre modèle social dans l’intérêt de tous les citoyens. Cela implique de donner un poids substantiel à l’impôt progressif en réduisant en contrepartie certains impôts indirects, et de lui attribuer un rôle majeur de gestion et de redistribution afin de valoriser davantage la richesse produite par le travail que celle par le capital.

Pour être efficace, cet élargissement et ce prélèvement à la source doivent s’accompagner en même temps, d’une meilleure régulation des dépenses publiques et d’une réduction sélective permettant de les optimiser. Ce n’est qu’à cette condition qu’il pourra orienter la finance vers l’économie réelle et rétablir un meilleur partage de la valeur ajoutée. Ce n’est  aussi qu’à cette condition, qu’il sera mieux supporté et accepté par les ménages et les entreprises. Le rendement d’échelle ainsi réalisé devrait garantir la pérennité de notre modèle social dans une économie concurrentielle  et modifier nos comportements à l’égard de l’impôt devenu plus juste et plus efficace.

Réformer l’impôt pour moins l’augmenter est le moyen de rétablir la confiance des agents économiques !

Gérard Fonouni

.